



Bonsoir à tous!

Il nous fait plaisir de vous présenter un numéro spécial du *Petit PIFED* consacré à la **7^e Conférence internationale de l'Association Africaine d'Évaluation** qui a eu lieu à Yaoundé au Cameroun. Cet événement a été l'occasion de renouer avec plusieurs diplômés du PIFED 2013 : saluons Aristide, Maguette, Marie-Henriette, Miché, Patrice, Pierre, Taannba, Yvette, Zakari, ainsi que tous les participants de la prochaine cohorte du PIFED 2014! MM. Jean-Louis Dethier, Denis Jobin et Johann Lucas Jacob ainsi que Mmes Marie Gervais et Oumoul Khayri Ba Tall, formateurs lors du PIFED 2013, étaient également présents lors de la 7^e Conférence de l'AfrEA. Enfin, nous avons eu le grand plaisir d'assister au dévoilement de l'affiche gagnante de la conférence intitulée « Évaluation et gestion de la carrière de la femme », réalisée par **Marie-Henriette Zobo Tabi**. Nous lui adressons toutes nos félicitations!



7^e Conférence de l'AfrEA, Yaoundé. Photo : CREXE.

Vous trouverez dans ce numéro un article de **Kankoué Nouwodjro**, étudiant à la maîtrise en évaluation de programme. Cet article traite du développement de la pratique évaluative dans la République togolaise. Merci Kankoué!

Plus que 10 semaines avant la 4^e édition du **Programme international de formation en évaluation du développement**, qui se déroulera du 26 mai au 20 juin 2014. Les préparatifs vont bon train! La nouvelle cohorte promet d'être aussi grande que celle de l'année 2013!

Pour ce numéro du *Petit PIFED*, c'est **Miché Ouedraogo**, assistant de recherche pour le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquée pour le Développement du Burkina Faso, qui s'est prêté fort aimablement au portrait d'évaluateur. Le *Petit PIFED* le remercie vivement!



7^e Conférence de l'AfrEA, Yaoundé. Photos : CREXE.



CENTRE DE RECHERCHE ET
D'EXPERTISE EN ÉVALUATION



Sommaire

Bonsoir à tous!	p. 1
7e Conférence internationale de l'Association Africaine d'Évaluation	p. 2
Commentaires des participants à la conférence de l'AfrEA	p. 2
Développement de la pratique évaluative par Kankoué Nouwodjro	p. 4
Portrait d'évaluateur par Miché Ouedraogo	p. 5

7^e Conférence internationale de l'Association Africaine d'Évaluation (AfrEA)

Les conférences de l'AfrEA ont pour objectif de « soutenir la culture de l'évaluation dans les politiques de développement en Afrique, tout en favorisant le développement du réseautage, le partage des connaissances et des expériences avec tous les participants » (extrait du message de bienvenue lors de l'ouverture de la 7^e Conférence de l'AfrEA, 5 mars 2014). La 7^e Conférence, organisée en collaboration avec l'Association camerounaise pour le développement de l'évaluation (CaDEA), s'intitulait *l'Évaluation pour le développement : de l'analyse à l'impact*. Comme les conférences précédentes, celle-ci s'est déroulée sur cinq jours : les deux premiers jours étaient dévolus aux ateliers de travail, dont le *Forum des parlementaires* qui s'est terminé par la signature de la *Déclaration des parlementaires* et la mise en place d'un comité de pilotage du réseau des parlementaires africains pour l'évaluation du développement. Ce comité a tenu sa première réunion au dernier jour de la conférence. Les trois jours suivants les ateliers de travail ont été consacrés aux présentations des conférenciers, aux stands d'expositions des organisations participantes et aux affiches, sur les sujets suivants : 1) Évaluation et élaboration des politiques; 2) Évaluation des impacts; 3) Agriculture et sécurité alimentaire; 4) Évaluation à l'africaine; 5) Évaluation dans le cadre de l'atténuation de la pauvreté; 6) Innovations méthodologiques; 7) Environnement et changements climatiques; 8) Gestion des connaissances et diffusion de l'évaluation; 9) Renforcement des organisations volontaires de professionnels en évaluation (VOPEs). Les organisateurs ont évalué le nombre de participants à la conférence à 430 personnes, donnant lieu à des échanges très enrichissants pour chacun : « Il était question de voir comment nous allons faire pour placer les faits tirés de l'évaluation au cœur de la prise de décision des politiques de développement dans différents pays. Comment encourager les gouvernements à recourir davantage aux résultats des évaluations pour appuyer les décisions qu'ils prennent au quotidien, et qui affectent la vie de millions de personnes à travers le monde. C'est pour cela que quatre objectifs ont été fixés pour cette conférence : 1) Créer des liens étroits entre les gouvernements qui ont en charge les politiques de développement et les associations nationales d'évaluation de manière à leurs permettre de faire le plaidoyer pour influencer la manière dont ces gouvernements prennent des décisions concernant le développement; 2) Encourager la réalisation d'évaluations dans nos pays; 3) Renforcer ou construire les capacités en évaluation de nos organisations nationales; 4) Construire l'expertise africaine en matière d'évaluation » (extrait du discours de la cérémonie de clôture de la 7^e Conférence de l'AfrEA, 7 mars 2014).

Commentaires des participants à la conférence de l'AfrEA

« C'est la première fois que je participe à la conférence de l'AfrEA. C'est un lieu d'échanges, d'expériences et de contrastes. En Afrique, le niveau de la fonction d'évaluation est assez divers selon les pays. Il y a des pays qui sont un peu en avance et d'autres qui viennent de démarrer. C'est pourquoi cela est vraiment un échange d'expériences entre les différents États présents à la 7^e Conférence de l'AfrEA », **Zakari Bonkano**.

« J'ai pu retrouver au Cameroun, après pratiquement neuf mois, des camarades du PIFED 2013. Je me suis rendu compte que le sujet de l'évaluation préoccupe beaucoup de personnes dans le monde. L'affluence à la conférence m'a fait remarquer que je vais pouvoir en faire davantage, carrément un métier. C'est un sujet qui, pour les États, permet de faire des réductions de coûts. L'analyse en évaluation permet de comprendre les impacts de ce que nous faisons, des actions que l'on pose. Ainsi, nous pouvons choisir d'avoir des impacts positifs et de minimiser les impacts négatifs. J'ai eu la chance d'assister aux ateliers de la conférence, notamment le *Forum des parlementaires*. J'ai pu comprendre la pensée et la vision des parlementaires sur l'évaluation. Je me suis rendu compte qu'ils sont suffisamment sensibilisés. Ils ont promis de continuer à faire de la sensibilisation auprès de leurs collègues. Cela m'a beaucoup marqué », **Pierre Covington Fotso Toguem**.

« Je me rends compte que l'évaluation est une activité très importante pour beaucoup de pays. Aux premiers jours de la conférence, il y avait 42 pays rassemblés pour parler de l'évaluation et du développement. Depuis, d'autres se sont ajoutés. Il y a eu beaucoup d'ateliers, de questions, de thèmes qui ont été développés. Tous ont été unanimes : il fallait que l'évaluation devienne un mode de fonctionnement pour les États, inclus dans leurs constitutions », **Marie-Henriette Zobo Tabi**.

« Ce que j'ai trouvé intéressant, c'est de pouvoir rencontrer plein de gens et de pouvoir réfléchir avec toute une série de personnes sur les pratiques évaluatives et aussi sur le développement de l'évaluation en Afrique. J'ai appris que le niveau des évaluateurs en Afrique était en train de progresser grandement », **Jean-Louis Dethier**.

« La chose la plus importante que j'ai apprise durant la Conférence, c'est cette nécessité de faire le plaidoyer, au niveau de nos pays, pour l'institutionnalisation du métier de l'évaluation. C'est un enjeu très important pour renforcer nos capacités en évaluation. Dieu merci, il y a des outils qui sont présentés pour nous aider afin d'y parvenir! », **Taannba Pabame**.

Commentaires des participants à la conférence de l'AfrEA (suite)

« Il y a eu beaucoup de choses qui se sont passées! Mais, l'un des messages qui m'a le plus marqué, c'est quelque chose que j'ai appris au cours d'un panel auquel j'ai assisté, c'est le débat sur la décentralisation de l'évaluation et sur l'institutionnalisation de l'évaluation. On a beaucoup échangé. J'ai fini par comprendre qu'il y a deux thèses qui s'affrontent : il y en a qui sont pour l'institutionnalisation de l'évaluation, il y en a pour ramener l'évaluation au niveau des populations à la base. Je pense que c'est un bon thème de recherche sur lequel les chercheurs devraient se pencher pour les années à venir », **Thierry Fematsuo Tsou.**

« Cette conférence a permis le renforcement des réseaux nationaux qui ont bénéficié d'une grande tribune à travers beaucoup d'ateliers qui ont été animés pour renforcer les capacités des VOPEs, leur donner les outils et le trousseau nécessaire. Il y a eu aussi beaucoup d'échanges autour de cette thématique, entre tous les VOPEs, surtout au niveau africain. Moi, je suis ici en tant que représentante de VOPEs et j'ai été vraiment satisfaite sur ce plan-là », **Maguette Diop.**

« La chose la plus importante dans cette conférence, c'est le brassage de plusieurs communautés ayant comme centre d'intérêt l'évaluation. Plusieurs acteurs du développement sont mobilisés et se destinent à améliorer les conditions de vie des populations. Ma préoccupation est la suivante : si tout ce monde se mobilise pour améliorer les conditions de vie des populations, comment se fait-il qu'il y a encore cet écart extrêmement grand entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas? Ceux qui ont, qui sont très peu nombreux, et qui mobilisent une grande partie de la richesse de la planète et ceux qui sont très nombreux et qui sont des oubliés de ce développement », **Abdoul Aziz Kane.**

« Je remercie l'AfrEA et son conseil d'administration de nous avoir donné l'opportunité d'être ensemble, ici au Cameroun, et aussi d'avoir pu apporter notre contribution à tout ce qui s'est passé pendant cette semaine qui a été riche en événements. Les deux premiers jours ont été constitués vraiment de véritables échanges de connaissances et de partage. Je pense que le rôle de la Banque a permis d'appuyer le *Forum des parlementaires*. Nous avons conclu aujourd'hui dans le cadre du comité de pilotage un calendrier d'actions à entreprendre d'ici six mois pour informer les autres parlementaires des autres pays qu'il y a sept pays signataires de la *Déclaration des parlementaires*. Nous espérons compléter pour avoir les 54 pays de l'Afrique. Nous avons aussi appris au cours de cet événement l'élection d'un nouveau président et d'un



Marie-Henriette Zobo Tabi, professeure à l'Institut Supérieur de Management Public de Yaoundé et lauréate du prix de la meilleure affiche pour la 7^e Conférence de l'AfrEA.

Photo : CREXE.

nouveau conseil. Nous leur souhaitons bonne continuation et bon courage ! Ce que je veux dire en tant que Banque africaine du développement c'est qu'il faut nous aider à vous aider. Ceci est très important dans la mesure où il faudrait vraiment avoir une institutionnalisation rapide et efficace dans les meilleurs délais, à savoir par une constitution, des règles de fonctionnement claires, tangibles et efficaces. En tant que Banque africaine de développement nous sommes toujours là, nous sommes une institution africaine, et nous sommes fiers d'apporter notre aide à toute association, à tout organisme africain qui doit hisser haut les couleurs de l'Afrique dans les différents forums internationaux », **Mohamed Manai.**

« Pour le Réseau francophone d'évaluation, c'est un plaisir. C'est notre première fois que l'on vient. On est une toute jeune association, on a seulement un an d'existence. Donc, pour nous la conférence de l'AfrEA a été un moment clé pour enfin se retrouver tous ensemble, faire connaissance, échanger sur nos bonnes pratiques, etc. Donc, cela a été des opportunités de réseautage. Je suis convaincue que l'on en ressort tous enrichis et que cela va vraiment donner une impulsion pour l'organisation d'autres événements qui vont venir stimuler le développement de l'évaluation dans le monde de la francophonie. Pour nous, notre prochain rendez-vous c'est le Forum international francophone qui aura lieu à Dakar en octobre 2014. Je remercie tous les participants qui ont aidé à construire cette offre francophone à l'intérieur du programme. Cela montre que les francophones peuvent se mobiliser, peuvent voir grand, peuvent avoir une vision et peuvent travailler tous ensemble aussi à réaliser cette vision sur le terrain », **Marie Gervais.**

Le développement des pratiques évaluatives dans la République togolaise

« L'évaluation de programme s'installe désormais au Togo. Le gouvernement a décidé de créer les conditions favorables au développement de la pratique évaluative, en lançant en février dernier un vaste *Projet de renforcement des capacités en suivi et évaluation* (PRCSET).

Ce projet, initié par le ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du territoire, va aider à former plusieurs agents appelés à soutenir les efforts publics d'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des politiques et ressources publiques consacrées au développement. Le ministre togolais de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du territoire, M. Mawussi Djossou Sémodj, a en effet constaté que « malgré les efforts pour améliorer les conditions de vie des populations, les résultats n'ont pas été souvent à la hauteur des attentes, en raison, entre autres, de l'absence de systèmes de suivi et d'évaluation appropriés ».

Le PRCSET est doté d'un budget de 216 millions de francs CFA (507 000 \$ CAD) et il s'étale sur trois ans, de novembre 2012 à octobre 2015. Il est le fruit d'un partenariat entre le Togo et la Banque mondiale. Dans un entretien publié sur le site officiel de la République togolaise, M. Hervé Assah, représentant résident de la Banque mondiale au Togo, a insisté sur la nécessité pour ce pays francophone de 6 millions d'habitants de s'inscrire dans une dynamique d'évaluation et de suivi pour ses programmes et ses projets de développement : « Le suivi-évaluation a fait ses preuves dans de nombreux pays. Il est un précieux instrument de planification, de programmation et de budgétisation dans le secteur public. Il contribue à renforcer l'efficacité dans la prise de décision et permet d'affiner les actions pour atteindre les objectifs prioritaires de l'État ».

Le *Projet de renforcement des capacités en suivi et évaluation* arrive à un bon moment pour le Togo. En effet, ces dernières années, le pays s'est lancé dans d'importants programmes de santé, d'éducation et de développement socioéconomique. Le besoin d'améliorer la performance de ces nombreuses interventions publiques, à travers des mesures continues de leurs effets et de leurs impacts, s'est donc fait sentir. Ces nouveaux programmes constituent les principaux chantiers du gouvernement actuel qui souhaite rattraper plus de 20 ans de retard économique sur ses voisins, ayant notamment pour cause la rupture des relations avec ses partenaires techniques et financiers suite à un déficit démocratique.

En 2013, la création d'un département ministériel dédié à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques montrait déjà la nouvelle orientation nationale en faveur de l'évaluation. Ce département a été confié à M. Kako Nubukpo, ancien responsable du *Pôle Analyse économique et recherche* de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Pour la République togolaise, le PRCSET s'inscrit dans la création d'un cadre institutionnel plus favorable au développement du suivi-évaluation grâce à l'adoption d'une politique et d'un système intégrés de suivi et d'évaluation des programmes et projets publics », **Kankoué Nouwodjro**, étudiant à la maîtrise en évaluation de programme à l'École nationale d'administration publique, Québec, Canada.



Cérémonie officielle du lancement du *Projet de renforcement des capacités en suivi et évaluation* (PRCSET), Lomé, République togolaise.

Photos : Larousse et ALome.com

Portrait d'évaluateur

« Ma passion pour l'évaluation est née alors que j'étais étudiant en licence d'économie en 2008. Au cours de ma licence, j'étais président d'une association qui militait pour la protection de l'environnement. Pour le compte de cette association, nous avons élaboré un projet pour l'assainissement de la commune de Koudougou. J'ai été alors chargé de développer la composante suivi et évaluation du projet.

L'aventure commença ainsi pour moi. Lecture après lecture, une histoire d'amour naissait entre moi et le métier d'évaluateur. Par la suite, j'ai coordonné la mise en œuvre de ce projet après que nous ayons obtenu un financement de la coopération française. À la clôture du projet, ma passion pour l'évaluation était à son vif, je décidai alors de me spécialiser en évaluation en m'inscrivant et en obtenant une licence en statistique sociale et un *master* en management de projet en 2011. Avant la fin de mes études, j'ai décroché un stage puis un contrat d'assistant de recherche à l'Institut supérieur des sciences de la population de l'Université de Ouagadougou au sein du projet *Appui au suivi-évaluation participatif des projets dans les secteurs éducation et santé de la Banque mondiale au Burkina Faso*.

Ce projet développé par Development Impact Evaluation (DIME), une initiative de la Banque mondiale pour renforcer le système de la décentralisation, a adopté dans sa mise en œuvre une approche nouvelle qui consiste à associer les communautés bénéficiaires des services publics à l'identification des problèmes rencontrés au niveau des écoles primaires et des centres de santé publics, à l'intérieur de la planification, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de leurs activités. Ma participation à cet ambitieux projet s'est soldée par la publication d'un livre aux Éditions universitaires européennes en octobre 2013 intitulé *Évaluation des services de santé et d'éducation par les communautés : cas du projet d'appui au suivi-évaluation participatif des projets dans les secteurs éducation et santé de la Banque mondiale au Burkina Faso*. Après ce projet, ce fut au tour du Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement (GRAAD) de m'accueillir comme assistant de recherche au sein du projet *Système d'évaluation pour l'amélioration des résultats de l'éducation (SABER) : focus sur le système de gestion participative de l'école, la décentralisation et la responsabilité*. C'est ce poste que j'occupe jusqu'à présent.



Miché Ouedraogo, assistant de recherche pour le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquée pour le Développement, Ouagadougou, Burkina Faso. Photo : PIFED.

Ce projet de recherche a été développé par le Centre de recherche de la coopération japonaise, en collaboration avec la Banque mondiale.

Dans l'exercice de mon métier d'évaluateur, les défis qui se posent à moi s'articulent autour des concepts et des approches multiples dans le domaine de l'évaluation. En effet, force est de reconnaître qu'il n'existe pas d'évaluation standard applicable à tous les cas. Ridde, Fournier, Banza, Tourigny et Ouedraogo confirment cela en affirmant que lorsqu'on cherche à appréhender le domaine de l'évaluation de programme, on s'aperçoit qu'il existe de multiples façons de le concevoir (2009). Si vous consultez cinq ouvrages de référence, vous risquez d'y trouver cinq manières distinctes de définir l'évaluation et ses concepts! Chaque nouvelle évaluation suppose une nouvelle approche. C'est un défi permanent et l'occasion non seulement d'apprentissages, mais aussi de renforcement de mes pratiques en évaluation. Et comme l'on ne finit jamais d'apprendre, mon ambition actuelle est de me spécialiser et d'entreprendre un doctorat en analyse et management des politiques publiques », **Miché Ouedraogo**, assistant de recherche pour le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquée pour le Développement, Ouagadougou, Burkina Faso.

Au mois prochain!

Conception, rédaction, révision, édition et diffusion :
Annie d'Amours, M.A., agente de recherche, Centre de recherche et d'expertise en évaluation
École nationale d'administration publique, Québec, Canada
Pour information, contactez Annie d'Amours : annie.damours@enap.ca